



Analyse de l'environnement

Manitoba

2016



POINTS SAILLANTS

- Le Conference Board du Canada estime que le PIB réel au Manitoba augmentera de 2,3 % en 2016 et de 3,1 % en 2017.
- L'économie diversifiée du Manitoba permettra d'atténuer les effets négatifs liés au repli des cours du pétrole et d'assurer un rendement économique solide à court terme.
- Le secteur de la construction devrait être l'un des plus dynamiques de la province, avec une croissance du PIB prévue de 9,3 % en 2017.
- Le secteur des soins de santé et de l'aide sociale est dorénavant le plus important fournisseur d'emplois de la province.
- Entre 2015 et 2017, près des deux tiers de l'ensemble des offres viseront des postes exigeant des études postsecondaires ou une expérience en gestion.
- Parmi les régions économiques du Manitoba, la région du sud-ouest présentait la plus forte croissance moyenne de l'emploi, en augmentation de 1,5 % par année entre 2010 et 2015.
- Le nombre de personnes quittant le Manitoba a ralenti au cours des dernières années, à l'exception de l'émigration vers l'Alberta et la Colombie-Britannique.
- Le Manitoba présente le taux d'invalidité le plus élevé au pays. En 2012, le taux de chômage était près de deux fois supérieur pour les personnes handicapées.

APERÇU ET CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Situation économique mondiale

La croissance de l'économie mondiale a atteint un taux annuel de 3,9 % entre 2000 et 2014, mais a considérablement ralenti en 2015. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit désormais une croissance de 3,1 % en 2015 et de 3,4 % en 2016¹. Les marchés émergents comme la Chine et l'Inde (respectivement 6,9 % et 7,3 % pour l'exercice 2015) continuent d'afficher parmi les plus forts taux de croissance de la planète, tandis que la croissance devrait également être forte en Indonésie et en Turquie (respectivement 4,8 % et 3,7 % pour l'exercice 2015). Au sein de la zone euro, la croissance économique devrait rester stable au cours de la prochaine année, tandis que d'autres économies importantes comme la Russie et le Brésil devraient subir un fort repli². La croissance économique devrait repartir en 2017 avec le rétablissement des économies brésiliennes et russes, mais cette reprise pourrait être freinée par de nouvelles instabilités politiques ou économiques à l'échelle mondiale.

Le ralentissement de la croissance mondiale peut être en partie attribué au plan mis en œuvre par la Chine en vue de réduire sa surcapacité dans le secteur de la fabrication. À mesure que la deuxième économie mondiale opère un virage à une production à plus haute valeur ajoutée et davantage axée sur les services, la chaîne d'approvisionnement continuera d'en subir les répercussions dans toute l'Asie et l'Amérique du Sud³. Bien que les dépenses de consommation aient augmenté en Chine en 2015, cette augmentation a été contrebalancée par une baisse de la production et par un affaiblissement des importations et des exportations. Au cours des années à venir, la croissance rapide qu'a vécue la Chine durant la dernière décennie ne devrait pas se reproduire, au vu du ralentissement progressif du rythme de la croissance des investissements de capitaux et de la population active⁴.

Depuis l'été 2015, les cours du pétrole poursuivent leur repli, car les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont conservé les niveaux de production de pétrole supérieurs aux niveaux de la demande mondiale. Cette baisse a nui aux économies de nombreux pays exportateurs nets de pétrole⁵. De plus, de nombreuses nations qui dépendent des produits de base ont du mal à s'adapter à la baisse des prix de référence de l'énergie et des métaux, ce qui a pour effet de freiner l'investissement et l'embauche tout en contribuant à l'instabilité des marchés financiers⁶.

Les politiques macroéconomiques mondiales ont également commencé à diverger à la fin de l'année 2015, et cela a rendu plus incertaine encore la situation économique mondiale. Par exemple, les pressions déflationnistes persistent en Europe de sorte que certains pays ont pu profiter de taux négatifs. De la même manière, le Japon a également lancé une politique de taux négatifs dans le but de stimuler la croissance. Dans cette conjoncture, l'économie des États-Unis affiche un assez bon rendement, et la Réserve fédérale américaine a commencé à normaliser ses coûts d'emprunt en raison des faibles niveaux de chômage et d'une pression inflationniste naissante. Cette normalisation a eu pour conséquence de soutenir le billet vert et de pousser certains des principaux partenaires commerciaux des États-Unis (p. ex., le Mexique) à accroître leurs taux d'intérêt de manière à ralentir la sortie des capitaux et à stabiliser les taux de change⁷.

Pour la suite de l'année 2016, les consommateurs américains devraient continuer de dépenser, car la forte croissance de l'emploi, la faiblesse des prix des carburants, la réduction du fardeau de la dette, la hausse des

salaires et l'augmentation des prix immobiliers permettront d'accroître leur pouvoir d'achat⁸. Néanmoins, le bouleversement de l'industrie pétrolière et gazière continue de peser sur le secteur de l'énergie aux États-Unis, et la vigueur du dollar américain a un effet modérateur sur les fabricants et les exportateurs.

Situation nationale

Une croissance économique modérée de 1,7 % est prévue pour 2016 au Canada, après une année de faible rendement (1,2 %) en 2015, selon beaucoup d'analystes. Le programme de dépenses ambitieux annoncé dans le cadre du budget de 2016 devrait soutenir la croissance et atténuer les risques de récession liés à l'effondrement des prix du pétrole et du gaz⁹. À court terme, les exportations devraient soutenir la croissance à l'échelle nationale grâce à la faiblesse du dollar canadien et à la demande croissante de produits importés de la part des États-Unis¹⁰.

L'incendie dévastateur qui a ravagé Fort McMurray au mois de mai devrait avoir des répercussions substantielles sur le PIB canadien au deuxième trimestre. Même si aucune exploitation de sables bitumineux en tant que telle n'a été endommagée, le brasier a provoqué une baisse de moitié de la production de pétrole quotidienne. Selon des estimations récentes, cette non-exploitation des sables bitumineux représente déjà 14 millions de barils, soit environ 750 millions de dollars. On estime à présent que la croissance du PIB canadien pour le deuxième trimestre devrait être négative, à -0,5 %¹¹.

En 2015, le marché du travail canadien a ajouté des emplois à un rythme modéré, la faiblesse des secteurs de la fabrication et de l'exploitation des ressources (en particulier dans les provinces de l'Ouest) étant compensée par la robustesse des secteurs de la construction et des services. Même si la croissance du PIB a été plus forte que prévu jusqu'ici¹², la croissance de l'emploi s'est avérée mitigée en 2016, avec des baisses modestes en janvier et en février (-2 300 et -5 700 respectivement) suivies d'une augmentation inattendue de 40 600 en mars.

Ce tableau de l'emploi s'est accompagné d'une stabilité des dépenses de consommation qui a permis de soutenir la croissance. En même temps, la faible croissance des salaires et les niveaux d'endettement élevés des ménages devraient réduire la confiance des consommateurs et leur pouvoir d'achat pour la suite de l'année 2016¹³. Des poches de chômage, et plus particulièrement dans certaines parties de l'Alberta et de la Saskatchewan, pourraient également plomber l'économie de ces provinces. En Alberta, le chômage dans la région de Wood Buffalo pourrait s'avérer difficile à mesurer au lendemain de l'incendie de Fort McMurray. Même si les efforts de reconstruction stimuleront l'emploi dans le secteur de la construction plus tard dans l'année, l'emploi total devrait rester à un niveau inférieur à celui qui existait avant l'incendie au cours des prochains mois.

Les investissements dans le secteur résidentiel à l'échelle du Canada devraient rester stables en 2016, après un bond de 4 % l'an passé. Alors que le marché de l'habitation est en difficulté en Alberta et en Saskatchewan, ces problèmes sont compensés par une croissance exceptionnelle dans d'autres parties du pays (p. ex. Vancouver, Toronto). Dans l'ensemble, l'investissement des entreprises devrait subir une nouvelle année de déclin en raison du ralentissement du secteur de l'énergie. La faiblesse du dollar canadien devrait favoriser le commerce,

tandis que la Banque du Canada devrait maintenir ses taux de financement à un jour à leurs niveaux actuels jusqu'au début de l'année 2017.

SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL RÉGIONAL, PROVINCIAL ET LOCAL

Au Manitoba, l'activité économique devrait accélérer en 2016 et en 2017, après une croissance stable en 2015. L'an dernier, le produit intérieur brut (PIB) de la province a augmenté de 2 %, soit le deuxième taux le plus bas parmi les provinces de l'Ouest, devançant seulement la Saskatchewan. Le Conference Board du Canada estime que le PIB réel augmentera de 2,3 % en 2016 et de 3,1 % en 2017, faisant passer la province du Manitoba aux premiers rangs en matière de croissance du PIB à court terme.

Le Manitoba affiche l'un des marchés du travail les plus vigoureux au pays. La province a ainsi connu une hausse de 9 500 emplois en 2015 et affichait le taux de croissance de l'emploi le plus élevé (+1,5 %) du pays. Au cours de l'année passée, au Manitoba, les gains d'emploi consistaient principalement en des emplois à temps plein, même si les postes à temps partiel connaissaient également une légère augmentation. Si le taux de chômage de la province a

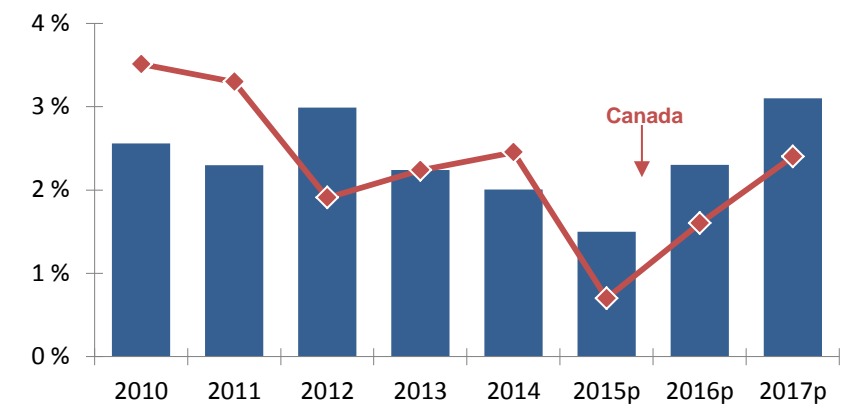
légèrement augmenté pour atteindre 5,6 % en 2015, il continue de représenter le deuxième taux le plus bas au Canada et de se situer bien en deçà de la moyenne nationale, à savoir 6,9 %.

La forte croissance de l'emploi devrait vraisemblablement se poursuivre en 2016 et en 2017. Le Conference Board du Canada prévoit ainsi des hausses de 1 % et de 1,8 % au cours de ces deux années, soit 18 000 emplois supplémentaires. Des secteurs clés de l'économie ayant connu un bon rendement, les salaires devraient augmenter et améliorer le pouvoir d'achat dans la province. La hausse des revenus et la baisse des coûts du carburant devraient aider le secteur du commerce, lequel devrait afficher une croissance annuelle de 2,2 % au cours des deux prochaines années selon les prévisions du Conference Board du Canada.

L'économie diversifiée du Manitoba devrait favoriser une croissance régulière au cours des prochaines années, alors que les provinces voisines de l'Ouest souffrent du ralentissement du secteur de l'énergie. Bien qu'elle ne soit pas aussi importante pour le Manitoba que pour les autres provinces de l'Ouest, l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz a souffert du repli mondial des cours des produits de base. Néanmoins, le secteur de l'énergie joue un rôle moindre dans cette province, et ne comptait que pour 5,9 % de son PIB total en 2014, contre 22,8 % en Saskatchewan et 30,1 % en Alberta au cours de la même année¹⁴.

Diagramme 1

Changement annuel du produit intérieur brut en Manitoba entre 2010 et 2017 (prévision), en dollars de 2007.



Sources : Comptes économiques de Statistique Canada, Conference Board du Canada (prévisions)

Les secteurs de la fabrication et de la construction joueront un rôle important dans la croissance économique de la province au cours des deux prochaines années. Fort dépendante de la demande en provenance des États-Unis, l'industrie manufacturière du Manitoba devrait tirer profit de la faiblesse du dollar canadien et de la consommation élevée des ménages aux États-Unis au cours des deux prochaines années. Ces facteurs seront particulièrement favorables aux acteurs du secteur de la transformation des aliments de la province qui deviendront plus concurrentiels par rapport à leurs homologues américains. Les sociétés manufacturières manitobaines produisent également la plupart des autobus qui parcourent les routes de l'Amérique du Nord. Les autobus urbains circulant sur les routes des États-Unis ayant un âge moyen de huit ans et une durée de vie moyenne de 12 ans, la province est bien placée pour tirer parti de la forte demande pour ce produit d'exportation clé dans les années à venir.

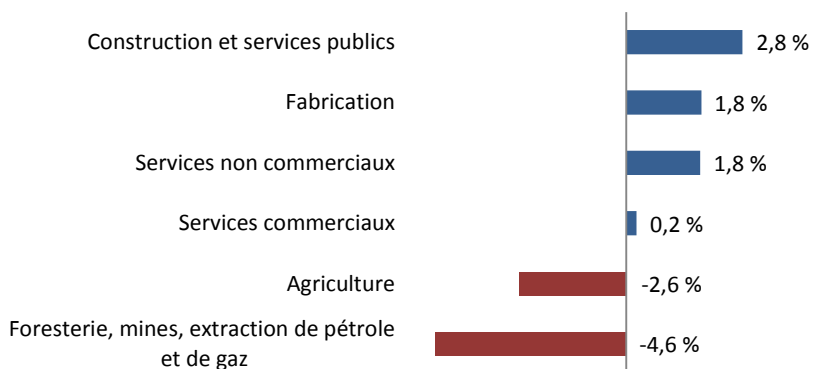
L'activité du secteur de la construction a repris au cours des dernières années grâce au lancement d'un certain nombre de projets de grande envergure dans la province. À l'avenir, la construction devrait être l'un des secteurs les plus florissants au Manitoba, avec une prévision de la croissance du PIB estimée à 4,4 % et à 9,3 % en 2016 et en 2017, respectivement¹⁵. Le gouvernement provincial s'est engagé à investir 5,5 milliards de dollars dans les infrastructures publiques entre 2014 et 2018, ce qui contribuera grandement au maintien d'une vigoureuse activité dans ce secteur. En outre, Manitoba Hydro continue à développer de grandes lignes de transport d'électricité et centrales électriques, notamment dans le cadre du projet Bipolaire III et de la centrale Keeyask. La construction d'un bon nombre de grandes tours a également été annoncée pour Winnipeg, ce qui devrait soutenir la demande en personnes de métier.

Emploi par secteur

Entre 2010 et 2015, la plupart des principaux secteurs du Manitoba ont connu une croissance modérée du taux d'emploi. En moyenne, la province a compté 5 400 emplois de plus par an au cours de cette période, soit une croissance annuelle moyenne de l'emploi de 0,9 %, un pourcentage légèrement inférieur à la moyenne nationale de 1,1 %. Depuis cinq ans, le taux de croissance annuelle de 2,8 % de l'emploi dans les secteurs de la construction et des services publics a dépassé tous les autres secteurs. Un certain

nombre d'importants projets hydroélectriques et d'infrastructure ont permis d'obtenir de tels gains dans ces secteurs. L'investissement dans les infrastructures de base était et reste une priorité de la province.

Diagramme 2
Croissance d'emploi d'industrie dans Manitoba, entre 2010 et 2015.*



Source: Enquête sur la population active de Statistique Canada
* Basé sur le taux moyen de croissance annuelle de 2010 à 2015

Le taux d'emploi dans les services non commerciaux (éducation, soins de santé et administration publique) a progressé à un taux annuel de 1,8 % entre 2010 et 2015. En 2015, 16 % de toutes les personnes employées dans la province travaillaient dans le secteur des soins de santé, alors que ce pourcentage se chiffrait à 14,8 % en 2010. La croissance récente du taux d'emploi dans le secteur des soins de santé et de l'aide sociale en fait désormais le plus important du Manitoba. Cette tendance devrait se poursuivre à mesure que la province s'efforcera d'assurer des soins à sa population vieillissante.

Le taux d'emploi dans l'industrie manufacturière a également progressé annuellement de 1,8 % entre 2010 et 2015. Au cours des dernières années, la faiblesse du dollar canadien et la reprise de l'économie américaine ont stimulé la demande en produits fabriqués au Manitoba, ce qui a fait augmenter le taux d'emploi. Cependant, les segments qui connaissent une faiblesse marquée au sein du secteur – laquelle est probablement attribuable au ralentissement économique dans le secteur de l'énergie de l'Alberta et de la Saskatchewan – abaissent la croissance globale.

Les emplois dans les services commerciaux – qui comprennent le commerce et les services d'hébergement et alimentaires – n'ont augmenté qu'à un taux de 0,2 % par année. Le commerce était le second employeur du Manitoba en 2015, avec 14,4 % de tous les emplois.

De 2010 à 2015, la croissance du secteur de la production des biens de la province a été freinée par les difficultés dont souffrait l'industrie de l'extraction des ressources (foresterie, exploitation minière, exploitation du pétrole et du gaz) et la diminution de l'emploi dans le secteur agricole. Le repli des cours du pétrole a eu un effet négatif sur le petit champ pétrolifère situé dans la région du sud-ouest de la province. La baisse importante du secteur agricole (-2,6 %) est symptomatique d'une tendance à la baisse qui perdure depuis plusieurs décennies.

Tableau 1**Changements de l'emploi, par industrie, en Manitoba, entre 2010 et 2015.**

	2015	2010	% Part 2015	Taux de croissance sur cinq ans
Emploi total, toutes les industries (millier)	636,2	609,0	100,0 %	0,9 %
Secteur de la production de biens	147,4	139,7	23,2 %	1,1 %
Agriculture	23,2	26,4	3,6 %	-2,6 %
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	5,7	7,2	0,9 %	-4,6 %
Services publics	8,3	7,0	1,3 %	3,5 %
Construction	45,6	40,0	7,2 %	2,7 %
Fabrication	64,6	59,1	10,2 %	1,8 %
Secteur des services	488,8	469,3	76,8 %	0,8 %
Commerce	91,9	91,7	14,4 %	0,0 %
Transport et entreposage	38,4	35,5	6,0 %	1,6 %
Finance, assurance, immobilier et location	32,7	34,5	5,1 %	-1,1 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	25,4	24,1	4,0 %	1,1 %
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	18,8	20,5	3,0 %	-1,7 %
Services d'enseignement	52,2	47,2	8,2 %	2,0 %
Soins de santé et assistance sociale	102,1	90,1	16,0 %	2,5 %
Information, culture et loisirs	22,6	21,7	3,6 %	0,8 %
Hébergement et services de restauration	41,3	41,7	6,5 %	-0,2 %
Autres services	29,3	27,0	4,6 %	1,6 %
Administrations publiques	34,1	35,3	5,4 %	-0,7 %

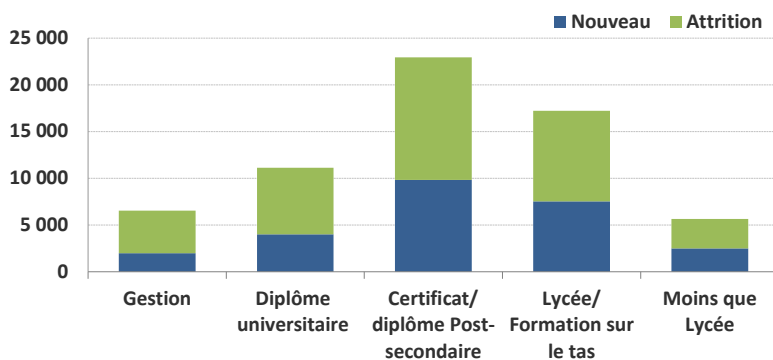
Remarque : Les totaux peuvent ne pas correspondre aux sommes indiquées en raison des arrondissements
 Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, estimations – Tableau CANSIM 282-0008

Possibilités d'emploi par niveau de compétence

Entre 2015 et 2017, 64 % de l'ensemble des possibilités d'emploi viseront des postes exigeant des études postsecondaires ou une expérience en gestion. Les postes qui exigent un diplôme d'études secondaires ou une formation en cours d'emploi représenteront près de 27 % de la demande. Les perspectives pour les personnes qui ne possèdent pas de diplôme d'études secondaires sont moins positives. Environ 9 % des possibilités viseront des postes pour lesquels il n'est pas exigé d'avoir

Diagramme 3

Projection des perspectives d'emploi par niveau de compétence au Manitoba de 2015 à 2017.



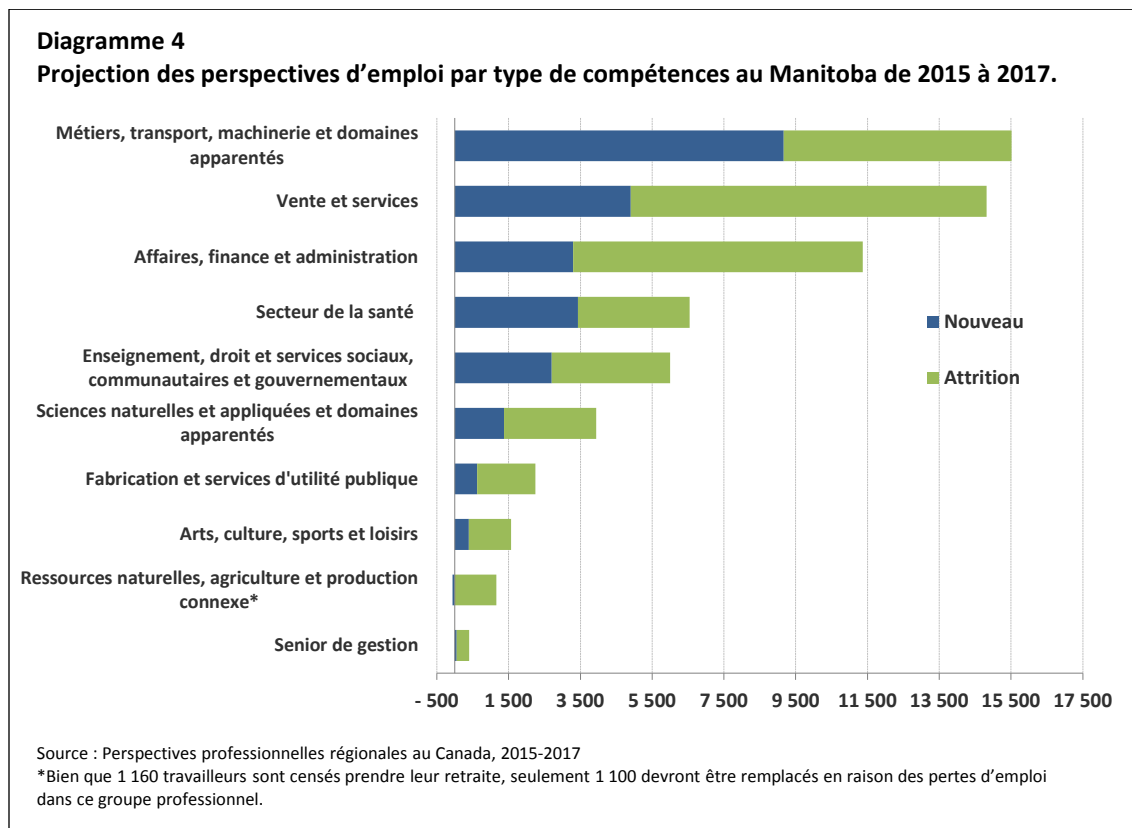
Source : Perspectives professionnelles régionales au Canada, 2015-2017

terminé ses études secondaires. Entre 2015 et 2017, à peine plus de 30 % de toutes les occasions d'emploi dans la province seront issues de nouvelles créations de postes, la part restante étant le fait de l'attrition.

Possibilités d'emploi par type de compétence

De 2015 à 2017, les possibilités d'emploi au Manitoba seront dominées par trois types de compétences. Environ 24 % de tous les nouveaux postes seront offerts dans le secteur des métiers, des transports et de la conduite d'équipement. La vente et les services représenteront environ 23 % des postes à pourvoir, tandis que les affaires, la finance et l'administration en représenteront environ 18 %.

Même si les départs volontaires devraient engendrer la majorité des possibilités d'emploi prévues pour tous les types de compétences au cours des cinq prochaines années, elles seront particulièrement nombreuses dans les secteurs des arts, de la culture, des sports et des loisirs.



Conditions du marché du travail local

De 2010 à 2015, la tendance haussière du taux d'emploi au Manitoba s'est manifestée dans la plupart de ses régions économiques. La croissance du taux d'emploi était légèrement supérieure à la moyenne provinciale à Winnipeg, la région économique la plus importante de la province. En moyenne, la région du sud-ouest présentait la plus forte croissance du taux d'emploi, avec une augmentation de 1,5 % par an de 2010 à 2015. La population active du sud-ouest a augmenté à un rythme presque deux fois plus rapide qu'à l'échelle provinciale. Cette croissance s'est accompagnée d'une progression du taux d'emploi dans les secteurs de la fabrication, des soins de santé et des services d'enseignement. Les autres régions du sud ont connu une

progression du taux d'emploi à un rythme légèrement inférieur à la moyenne provinciale, alors que le taux d'emploi dans la région d'Interlake diminuait légèrement sur une base annuelle.

La région économique de Parklands et du Nord, étendue et dont la population est éparse, a perdu des emplois à un taux annuel de 2 % pendant la période de cinq ans. Cette région est fortement tributaire des projets d'immobilisations et de l'extraction minière. L'économie de la région pourrait toutefois reprendre prochainement, après l'acquisition par HudBay Minerals d'une mine située à Snow Lake. Si elle est remise en état, cette mine pourrait produire 2 000 tonnes de minerai d'or par jour. En outre, les travailleurs spécialisés profiteront de l'activité liée à la construction de la centrale de Keeyask qui devrait atteindre son pic en 2016.

Tableau 2
Croissance annuelle de l'emploi dans les régions économiques de
Manitoba entre 2010 et 2015.*

	2015	2010	Taux de croissance sur cinq ans*
Manitoba	636,2	609,0	0,9 %
Sud-est	56,3	54,6	0,6 %
Centre sud et Centre nord	54,8	53,4	0,5 %
Sud-ouest	57,7	53,5	1,5 %
Winnipeg	385,3	360,8	1,3 %
Interlake	46,3	47,1	-0,3 %
Parklands et Nord	35,8	39,7	-2,0 %

Remarque : Les totaux peuvent ne pas correspondre aux sommes indiquées en raison des arrondissements

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active

*Taux de croissance annuel composé moyen, de 2010 à 2015

Migration interprovinciale

Le Manitoba enregistre ordinairement une émigration nette vers d'autres parties du pays. L'Alberta est de loin la province qui attire le plus grand nombre de Manitobains, suivie de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan. Depuis 2009-2010, l'émigration vers toutes les provinces a ralenti, à l'exception de celle à destination de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. Depuis cette date, le changement le plus marqué en ce qui concerne l'émigration est celui du nombre de résidents qui ont déménagé en Alberta. À l'heure actuelle, 34 % de toutes les personnes qui quittent le Manitoba se rendent en Alberta, alors que cette proportion était de 24 % en 2009-2010. Cela dit, l'économie du Manitoba montre des signes de vigueur pour les deux prochaines années, et un plus grand nombre de personnes pourraient s'intéresser aux offres d'emploi de cette province. Les licenciements collectifs observés dans les champs pétrolifères de l'Alberta pourraient également provoquer le retour d'un nombre non négligeable de Manitobains dans la province pour y trouver un emploi.

ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES SEGMENTS DE LA CLIENTÈLE

Immigrants et nouveaux arrivants

Au Manitoba, la main-d'œuvre immigrée joue un rôle déterminant au sein de l'économie provinciale. L'augmentation des niveaux d'immigration dans la province s'est avérée essentielle à la croissance de la population active. De 2010 à 2015, la population active immigrée a connu une croissance annuelle de 6 %. En comparaison, la population active née au Canada n'a augmenté qu'à un rythme de 0,9 % par an au cours de la même période. En 2015, les immigrants représentaient un peu plus de 21 % de la population active totale du Manitoba.

Travailleurs autochtones

Les populations autochtones représentaient 16,7 % de la population totale du Manitoba en 2011, en hausse par rapport aux 15,5 % relevés en 2006. À l'échelle nationale en 2011, ils comptaient pour 4,3 % de la population totale. Les regroupements démographiques varient au sein de la population autochtone du Manitoba, la majorité de celle-ci déclarant appartenir à une Première nation ou aux Métis.

En 2011, le taux de chômage chez la population autochtone du Manitoba s'élevait à 13,8 %, soit près de trois fois celui de la population non autochtone (5,2 %). Toutefois, le taux de chômage parmi la population autochtone de la province était plus bas que celui observé à l'échelle nationale (15 %).

Tout comme les perspectives d'emploi de la population dans son ensemble, celles de la population autochtone du Manitoba tendent à s'améliorer parallèlement au niveau de scolarité. Toutefois, l'avantage net que procure le niveau de scolarité à l'égard de l'emploi chez les peuples autochtones semble être considérablement plus important. En 2011, le taux d'emploi chez les Autochtones sans diplôme d'études secondaires était de 29,1 %, un taux considérablement plus bas que celui des non-Autochtones ayant le même niveau de scolarité (43 %). Or, une fois que les Autochtones possèdent un diplôme d'études secondaires, cet écart s'amenuise de façon notable, avec un taux d'emploi de 61,8 % pour ces derniers contre 66,8 % pour les non-Autochtones. Chez les personnes possédant un diplôme d'études postsecondaires, l'écart est pratiquement éliminé, le taux d'emploi atteignant 73,5 % chez les Autochtones contre 73,9 % chez les non-Autochtones.

Jeunes

Le taux de chômage chez les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) du Manitoba n'a pas évolué (11,4 %) de 2010 à 2015, mais il reste encore près de deux fois supérieur à la moyenne provinciale pour l'ensemble des travailleurs. Depuis 2010, moins de jeunes ont participé au marché du travail, car les travailleurs plus âgés ont choisi de rester dans la population active plus longtemps. L'an dernier, pour la sixième année consécutive, le taux de participation des jeunes était inférieur à 70 %. Avant cela, le taux de participation n'avait chuté à de tels niveaux qu'une fois depuis 1980. Près de 45 % des jeunes qui détiennent un emploi travaillaient à temps partiel en 2015. Il convient de comparer ce chiffre au taux d'emploi à temps partiel de 14,8 % chez les personnes de 25 ans et plus.

Travailleurs âgés

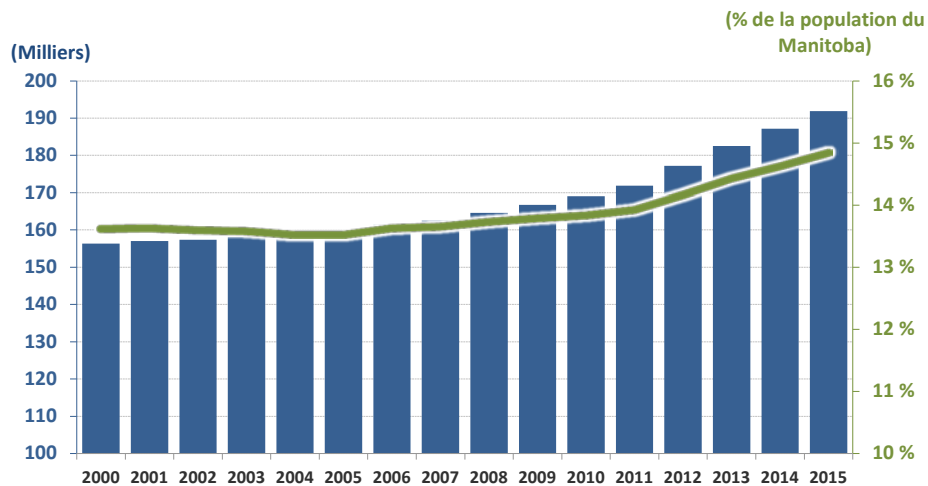
En 2015, les travailleurs âgés de 55 ans et plus représentaient 21 % de la population active du Manitoba, par rapport à 18 % en 2010. Depuis 2010, l'emploi dans ce groupe d'âge a progressé à un rythme trois fois plus rapide que la moyenne provinciale. En fait, le nombre d'emplois dans ce groupe d'âge a augmenté de près de 19 000 entre 2010 et 2015. Cette tendance a été renforcée par l'augmentation de 1,6 % du taux de participation des plus de 55 ans depuis 2010. Quoi qu'il en soit, les paiements de transfert du gouvernement et des régimes de retraite privés restent la principale source de revenus pour les travailleurs plus âgés. Le revenu d'emploi ne représentait que 16 % de la principale source de revenus des travailleurs âgés en 2013.

Aînés

La population âgée (65 ans et plus) du Manitoba a augmenté de façon constante ces 15 dernières années, passant de 156 400 en 2000 à 191 900 en 2015. La proportion de la population âgée de plus de 65 ans est demeurée à environ 13,6 % entre 1999 et 2008, mais elle augmente désormais par rapport au reste de la population, passant de 13,8 % en 2009 à 14,8 % en 2015. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochaines années à mesure que les baby-boomers entrent dans cette catégorie d'âge.

La participation au marché du travail continue d'augmenter dans ce groupe d'âge. En 2000, seulement 8,3 % des personnes de plus de 65 ans participaient au marché du travail. Depuis ce temps, ce taux a toutefois considérablement augmenté pour atteindre un niveau jamais enregistré (15,6 %) en 2015. Le taux de chômage est bas dans cette catégorie d'âge, étant donné que les programmes gouvernementaux de soutien du revenu deviennent accessibles à ce groupe et permettent aux personnes âgées de sortir du marché du travail avec plus de facilités.

Diagramme 5
Population des 65 ans et plus au Manitoba entre 2000 et 2015.



Source : Statistique Canada - Tableau CANSIM 051-0001

Personnes handicapées

Le Manitoba présente le taux d'invalidité le plus élevé au pays, dépassant la moyenne nationale de 2 points de pourcentage. En 2012, 15,6 % de la population manitobaine déclarait avoir un handicap, par rapport à 13,7 % de l'ensemble de la population canadienne. Les taux d'invalidité les plus bas ont été enregistrés en Alberta (12,5 %), au Nunavut (6,9 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (8,2 %).

En 2012, le taux de chômage des personnes handicapées avoisinait le double de celui du reste de la population, soit 8,6 % contre 4,8 %. En outre, beaucoup moins de personnes handicapées ont participé au marché du travail. En fait, la participation au marché du travail des personnes handicapées était seulement de 61,7 %, contre 81,2 % pour la population non handicapée.

Remarque : Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

Préparé par : Direction de l'information sur le marché du travail (IMT), Service Canada, Manitoba

Pour de plus amples informations, veuillez contacter l'équipe de l'IMT à : NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés

¹ Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, le 19 janvier 2016.

² Études économiques de la Banque Scotia, Prévisions mondiales actualisées, le 2 mars 2016.

³ *Ibid.* et Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, le 19 janvier 2016.

⁴ Services économiques RBC, Perspectives économiques et financières, décembre 2015.

⁵ Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, le 19 janvier 2016.

⁶ Études économiques de la Banque Scotia, Prévisions mondiales actualisées, le 2 mars 2016.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.* et Services économiques TD, Prévisions économiques à long terme, le 23 mars 2016.

⁹ Conference Board du Canada, Canadian Outlook: Economic Forecast, Winter 2016. Les prix du pétrole devraient rester inférieurs à 50 \$US le baril tout au long de l'année 2017.

¹⁰ Services économiques TD, Prévisions économiques à long terme, le 23 mars 2016.

¹¹ The Globe and Mail, le 12 mai 2016. Le risque d'endommagement des usines de sables bitumineux en Alberta s'est réduit, mais les répercussions des incendies sur l'industrie pétrolière se feront sentir pendant plusieurs semaines.

¹² La croissance du PIB au quatrième trimestre de 2015 a atteint 0,8 % après une augmentation de 2,4 % (révisée à la hausse) au troisième trimestre.

¹³ Études économiques de la Banque Scotia, Country Profile : Canada, avril 2016.

¹⁴ Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0030 – Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), provinces et territoires, valeur annuelle en dollars (Consulté le : 27 avril 2016).

¹⁵ Conference Board du Canada. Provincial Outlook Executive Summary: Winter 2016.